

# L'ÉDITO

Bernard Demonty

## LA BELGIQUE FRANCOPHONE SI LOIN DE SES ÉLECTEURS

**O**yez bonnes gens ! Le nouveau gouvernement wallon est arrivé. Le programme, globalement très vague, a néanmoins des aspects enthousiasmants : dix députés pourront être élus par tous les Wallons, les postes d'administrateurs vont être réduits de 200, la réforme fiscale est enfin à portée de main et les TEC pourraient devenir une entreprise plus efficace parce que mieux organisée. Victoire ? Pour un certain Charles Michel, sûrement. Depuis le Seize, il suit les événements wallons avec un large sourire. Le PS avait barré la route des Régions à son parti en 2014. Il reprend celle qui lui est la plus chère, met fin à « l'Etat PS », reste ancré au fédéral et facilite un éventuel Michel II. Bingo ! La victoire est beaucoup plus courte pour Benoît Lutgen. Le président du CDH a pris le risque

de perturber le fonctionnement de trois gouvernements, et n'a rendu vie, à ce stade, qu'à l'un d'entre eux. Les deux autres se trouvent aujourd'hui dans une situation au mieux très complexe (Bruxelles), au pire loufoque (la Fédération Wallonie-Bruxelles).

La Communauté française comptera ainsi, et ce n'est qu'un exemple, des groupes parlementaires dont certains députés seront dans la majorité dans leur Région et leurs collègues dans l'opposition. Bonne chance !

Et pour la représentation démocratique, dont le MR et le CDH se font pourtant les chantres, on

**Cette équipe wallonne n'aura qu'un siège de plus que l'opposition**

peut carrément parler de défaite. Rappelons, s'il le fallait encore, que cette équipe wallonne n'aura qu'un siège de plus que l'opposition. Avant même la naissance de cette orange bleue, cette situation a déjà posé un problème : le vote de Jacqueline Galant, qui devrait vivre cette semaine un heureux événement, n'est pas acquis, ce qui pourrait reporter la mise en place officielle de la

coalition. C'est dire si le risque de défection de l'un(e) ou l'autre est élevé à l'avenir. Et puis, faisons les comptes : le gouvernement wallon a donc une majorité d'un siège. Le gouvernement fédéral n'a pas la majorité côté francophone. Seuls les gouvernements bruxellois et wallon ont une assise démocratique solide, sauf qu'elle est aussi fragile que l'engagement du CDH dans ces coalitions qu'il n'a pu renverser. Un triste spectacle que l'électeur de 2014 n'a pas voulu, qu'il n'aurait même pas pu imaginer, et dont il peine à percevoir la cause. Compte tenu de la grande instabilité politique désormais régnante en Belgique francophone, les deux partis au pouvoir en Wallonie n'ont d'autre choix que de mener leurs réformes avant la fin de la législature. De se doter d'une discipline de groupe pour s'assurer que ces mesures seront votées rigoureusement. Et celui de tout faire pour stabiliser Bruxelles et la Fédération. Il y a cinq semaines, la promesse du CDH était de former des gouvernements dans les trois entités. Promesse tenue à un tiers. Là non plus, pas de majorité...